

Obstination

Taha Hussein

Kawkab al-Charq — 13 mars 1933

Les Égyptiens ont prétendu que le conseiller financier avait recommandé au gouvernement égyptien de ne point se hâter de construire le barrage de Gebel Aulia ; les Égyptiens ont ensuite confirmé cette assertion et l'ont tenue pour certaine, et les journaux l'ont publiée ! Et nous avons demandé, avec eux, au gouvernement de faire connaître au peuple la vérité en la matière. Les Anglais, à leur tour, se sont mis à prétendre et à publier, tout comme les Égyptiens avaient prétendu et publié, que le conseiller financier ne recommande plus, à présent, de poursuivre ce projet. Et tout porte à croire que les Anglais finiront par en être certains, tout comme les Égyptiens l'ont d'abord prétendu, puis en ont été certains. Il est donc établi — jusqu'à ce que le gouvernement égyptien dise le contraire — que l'homme que le gouvernement anglais tient à maintenir à son poste en Égypte, comme surveillant de la conduite financière de l'Égypte, ne veut point porter la responsabilité d'un silence sur cette conduite étrange, en cette crise notoire. Cela signifie, comme nous l'avons dit précédemment, que le conseiller anglais n'hésite pas à surmonter ses propres sentiments anglais, à faire fi des intérêts anglais, et à déclarer au gouvernement un avis écrit, à savoir qu'il serait plus juste, à présent, d'ajourner le projet.

Tout ceci demeure vrai jusqu'à ce que le gouvernement le dénonce clairement et nettement, d'un démenti que ne vienne obscurcir le flou et l'ambiguïté qui ont obscurci la position du ministre des Travaux publics sur ce projet. Le gouvernement peut donc poursuivre la construction du barrage sans que les Anglais en portent la moindre responsabilité, dès lors que leur propre surveillant de notre conduite financière a recommandé la patience et la prudence, en un avis dénué de toute ambiguïté. S'il doit y avoir une responsabilité, c'est à l'Égypte officielle seule de la porter, car le peuple a pris ce projet en aversion, a déclaré son aversion, et a insisté pour qu'on y renonçât ou qu'on l'ajournât ; et parce que les Anglais — malgré leur attachement au projet, leur empressement à son égard, et leur attente des divers bénéfices qu'ils en escomptent — ont néanmoins recommandé, par la voix du conseiller financier, d'ajourner le projet et d'agir avec patience.

Peu nous importe, comme nous l'avons dit, que l'intention des Anglais fût sincère ou non en donnant ce conseil, ni que ce conseil

convînt ou non à leurs espérances et à leurs desseins secrets. Seule nous importe l'apparence officielle de l'affaire. Et si le peuple égyptien — qui financera ce projet, et qui en subira les effets nuisibles ou jouira des effets bénéfiques — le prend en aversion et insiste pour qu'on y renonce, et si les Anglais eux-mêmes recommandent de l'ajourner et d'y procéder avec patience, alors il est juste que tout homme raisonnable se demande : à quoi bon, donc, l'insistance du gouvernement sur ce projet ? Et pour qui le gouvernement veut-il édifier ce barrage, quand les Égyptiens l'ont pris en aversion, et que les Anglais ont montré leur indifférence à son égard ?

Il est juste que tout homme raisonnable pose cette question, et il est juste que le gouvernement y réponde, et qu'il y réponde avec franchise et clarté. Nous pensons que le gouvernement conviendra avec nous que cette époque où l'on contraignait les peuples, contre leur gré, à ce qu'ils ne voulaient pas ; où leurs maîtres et leurs dirigeants proclamaient qu'ils les servaient malgré eux, et leur assuraient le bien contre leur propre volonté — cette époque est révolue, et ses traces se sont effacées. Les peuples reconnaissent désormais leur droit de vouloir ou de ne pas vouloir, d'en tirer profit ou de n'en point tirer profit. La vie moderne a balayé l'infailibilité que l'on prêtait aux maîtres et aux dirigeants, et les a dépouillés de leur immunité contre l'erreur, si bien qu'ils sont devenus des hommes comme les autres — des hommes que les fonctions ne revêtent plus d'une souveraineté sur les nations, ne fondent plus sur la terre, et ne leur permettent plus de contraindre les peuples à ce qu'ils ne veulent point. Ils sont devenus des gens que les peuples engagent pour réaliser leurs espoirs et leurs intérêts communs, comme les peuples eux-mêmes le veulent, non comme eux-mêmes le veulent. Si leurs vues s'accordent avec celles des peuples, tant mieux ; sinon, ils doivent se soumettre à l'avis des peuples, et renoncer à leurs fonctions.

La souveraineté est passée, de nos jours, des gouvernants aux gouvernés ; les gouvernés sont devenus les maîtres, et les gouvernants sont devenus des serviteurs qui travaillent sur leur ordre et exécutent leur volonté. Je sais que ce sont là des propos dont le gouvernement pourrait sourire, avec une sorte de raillerie et de dérision, car il ne les agrée ni n'y croit ; mais je sais aussi que ce sont là les seuls propos qu'agrée le peuple, auxquels il croit, dans lesquels il trouve son assurance, et qu'il tient pour le fidèle reflet du sentiment, qui emplit son âme, de sa propre souveraineté et de son droit exclusif à veiller sur les affaires publiques.

Le peuple, donc, ne veut pas de ce barrage maintenant, et les Anglais n'y insistent ni ne le pressent — pour qui, alors, le gouvernement l'édifie-t-il ?

Laissons de côté les théories. Si le gouvernement avait été enclin à concevoir sa relation avec le peuple selon ce que nous avons décrit — une relation fondée sur la seule souveraineté du peuple — il se serait épargné ce reproche incessant, nous aurait épargné cette longue et heureuse ère de son mandat, et aurait renoncé au pouvoir et à ses fonctions depuis longtemps déjà.

Laissons donc ces théories, et demandons au gouvernement quel avantage pratique il attend, pour lui-même, de la construction de ce barrage, alors qu'il est apparu clairement et nettement que la nation n'en attend désormais aucun bien. Les gouvernements n'entreprennent de grandes œuvres que pour l'une de deux raisons : soit pour réaliser un bienfait public général, soit pour réaliser un avantage politique particulier. Quel est donc cet avantage politique particulier que le gouvernement veut réaliser en construisant ce barrage ?

C'est comme si l'on disait que le gouvernement cherche, par ce barrage, à se concilier les Anglais, afin que le ministère puisse se maintenir à ses fonctions. Mais les Anglais n'insistent plus, à présent, sur ce barrage — le gouvernement croit-il donc digne de pousser l'insistance jusqu'à se mettre lui-même dans la position de celui qui voudrait contraindre les Anglais à réaliser leurs propres intérêts, et les forcer à accomplir leurs propres visées politiques malgré eux ? Et est-il de l'intérêt politique particulier du gouvernement, aux yeux des Égyptiens comme des Anglais eux-mêmes, que l'on dise de lui qu'il veille sur les intérêts britanniques avec plus de zèle que la Grande-Bretagne elle-même ne le fait ?

Je ne sais si le gouvernement est sérieux, ou s'il plaisante. Il n'y a rien de sérieux dans son insistance à édifier ce barrage, en dépit des Égyptiens et en dépit de l'avis officiel anglais ; et ce n'est point là un sujet qui se prête à la plaisanterie — quelle plaisanterie, en vérité, que celle qui expose les finances de l'État au désordre !

Le ministre des Travaux publics a eu un mot qui ne manque pas d'esprit, mais qui ne manque pas non plus d'enseignement et d'avertissement. Il a dit à quelques journalistes qui s'étaient entretenus avec lui, il y a quelques jours : « Donnez-nous quatre fois l'eau que nous avons maintenant, et nous saurons bien comment la répartir. »

Il est certain que le ministre des Travaux publics ne serait guère embarrassé de plusieurs fois la quantité d'eau que nous possédons — et quoi de plus aisé, après tout, que de répartir et de disperser ? Le gouvernement en donne chaque jour la preuve claire et décisive : la répartition en elle-même n'est ni un miracle ni une gageure ; le véritable miracle, la véritable gageure, c'est la répartition productive, celle qui profite réellement. Le gouvernement répartit les fonds de l'État jusqu'à devoir emprunter, et il est fort capable de dépenser tout ce qu'il emprunte jusqu'à devoir emprunter de nouveau. Le ministre des Finances en titre, ou son suppléant, pourrait tout aussi bien dire : « Donnez-nous plusieurs fois l'argent que nous possédons, et nous saurons bien comment le dépenser. » Rien n'est plus facile que la dépense ; la véritable question est de savoir si cette dépense est utile ou nuisible, si elle profite ou ne profite pas.

L'eau peut certes être multipliée : on peut lui frayer un chemin vers la mer, on peut lui frayer un chemin vers le désert, ou on peut la laisser libre, pour qu'elle déborde et envahisse tout. Mais la question sur laquelle le ministre des Travaux publics n'a rien dit, c'est sa capacité, ou son incapacité, à répartir cette eau de manière à faire naître, sur la terre d'Égypte, la fertilité et la prospérité.

Et il paraît — à ce qu'on dit — que le ministre des Travaux publics croyait autrefois que cette répartition productive et utile n'était point, pour le moins, chose aisée à l'heure actuelle. Combien il siérait donc au ministre des Travaux publics — puisque les circonstances lui ont désormais confié aussi les affaires du ministère des Finances — de songer que dépenser l'argent, si facile que cela puisse être, peut parfois coûter, pour le réunir, une peine et une difficulté telles qu'elles poussent gouvernements et nations à la faillite. Et combien il lui siérait, puisque les circonstances lui ont confié les affaires financières, de ne point frayer lui-même à l'Égypte le chemin vers ce mal même que redoute le conseiller financier anglais, et contre lequel il recommande au gouvernement d'attendre.